



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
DE L'EURE-ET-LOIR

AFFAIRE SUIVIE PAR :  
CHRISTELLE BRAULT  
TÉL. : 02.36.15.40.02  
E-MAIL : [christelle.brault@eure-et-loir.gouv.fr](mailto:christelle.brault@eure-et-loir.gouv.fr)

**Agriculture (économie)**

**CONTRÔLE DES STRUCTURES**

**Arrêté DDT-SEA-BEA n° 15-07-27/01**

Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
**Officier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code rural, et notamment les livres III intitulés L'EXPLOITATION AGRICOLE (parties législative et réglementaire) ;

VU la loi n° 99-574 d'orientation agricole en date du 09 juillet 1999 relative notamment au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

VU la loi n° 2006-11 d'orientation agricole en date du 05 janvier 2006 relative notamment au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014365-0005 du 31 décembre 2014 donnant délégation de signature au profit de Monsieur Jean-Marc VERZELEN, Directeur Départemental des Territoires de l'Eure-et-Loir ;

VU la décision donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir, en date du 21 janvier 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011215-0001 du 03 août 2011 (date d'effet à compter du 1er novembre 2011) fixant le schéma directeur départemental des structures du département de l'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014078-0003 du 19 mars 2014 portant sur la composition et le fonctionnement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et de ses sections spécialisées (article 6) ;

VU la demande enregistrée le 24 avril 2015 émanant de Monsieur Matthieu VERY demeurant 9 RUE DES VIGNES – 60119 NEUVILLE BOSC qui sollicite l'autorisation de s'installer à titre individuel et d'exploiter 165 ha 85 a 62 (commune d'ARROU, parcelles YB02,03 ; commune de SAINT-PELLERIN, parcelles ZM03, 04, 01, ZP17, 18, C743, ZD02, 21, 25, ZE46, ZM02, ZD03, 06, 07, 08, 12, 13, ZM06 ; commune de LA FONTENELLE, parcelles B606, 607, 608, C362, 365, 720, 721 ; commune de LE POISLAY, parcelles ZK18, ZM11), avec comme siège d'exploitation, la commune de SAINT-PELLERIN.

VU l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du Loir-et-Cher en sa séance du 16 juin 2015 ;

VU l'avis de la section « économie » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture d'Eure-et-Loir en sa séance du 25 juin 2015 ;

VU les priorités de la politique d'aménagement des structures agricoles définies par le schéma départemental ;

CONSIDÉRANT l'article R331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, Monsieur Matthieu VERY, est soumis à autorisation préalable d'exploiter, le schéma directeur départemental des structures d'Eure-et-Loir fixant le seuil d'agrandissement à 165 hectares ; ayant un revenu extra-agricole supérieur à 3120 fois le SMIC

CONSIDÉRANT l'article R331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime, Monsieur Matthieu VERY est soumis à autorisation préalable d'exploiter ayant un revenu extra-agricole supérieur à 3120 fois le SMIC

CONSIDÉRANT que l'opération envisagée à les caractéristiques suivantes "Installation" ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des Territoires ;

Arrête :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. L'autorisation de s'installer à titre individuel et d'exploiter 165 ha 85 a 62 (communes de ARROU, SAINT-PELLERIN, LA FONTENELLE, LE POISLAY) est ACCORDÉE Monsieur Matthieu VERY, le siège d'exploitation étant : SAINT-PELLERIN.

ARTICLE 2. L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

ARTICLE 3. La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de la date de réception (ou de publication) du présent arrêté par recours gracieux, par recours hiérarchique auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, ou par recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS.

ARTICLE 4. M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au demandeur, au(x) preneur(s) en place, au(x) propriétaire(s) et à Mmes et MM. les Maires des communes concernées aux fins d'affichage.

**CHARTRES, le 27 juillet 2015**

**P/LE PRÉFET,  
LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL  
DES TERRITOIRES**

Pour le Directeur Départemental des Territoires  
Le Directeur Adjoint

**Bernard CROGUENNEC**